

## Rapport moral USEP 2025

Il y a un an, nous tenions notre AG à Compreignac, conjointement à celle de la ligue de l'enseignement. C'était une volonté forte de Jean Marc Deglane que l'USEP et la FOL affichent leur lien par une assemblée commune. Jean Marc nous a quitté l'été dernier et je souhaitais une dernière fois lui rendre hommage. Sa dernière prise de parole, lors de l'AG 2024 aura été marquante. Bien que très affaibli, il avait poussé un coup de gueule retentissant après la décision insensée du président de la République de dissoudre l'Assemblée Nationale, laissant craindre l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite qui, **elle**, est clairement opposée aux valeurs de notre mouvement qui **lui**, revendique l'idée que la diversité est une force pour notre République.

Cette année, nous avons choisi de faire une assemblée générale dissociée, non pas parce qu'il y aurait une tension quelconque avec le nouveau président de la ligue, Roland Martin, (que je salue), mais dans l'intention de faire de ce moment institutionnel un moment plus ludique.

Cette année 2024 aura été très marquante, aussi bien sur le plan politique que sportif. Sur le plan politique, cette dernière année est marquée par la montée des thèses extrémistes dans le monde, et par un recul de la démocratie où même l'indépendance de la justice est parfois remise en cause. Face à ce danger, je rappelle que le dernier gouvernement d'extrême droite a dissous l'USEP. Et je rappelle que le RN a déposé un amendement visant à réduire, voire supprimer les subventions versées à la ligue de l'enseignement.

Sur le plan sportif, en 2024, avec les Jeux, nous avons vécu un événement sportif planétaire grandiose, une réussite organisationnelle incontestable et une ferveur populaire sans précédent. Quelques Usépiens de la Haute-Vienne ont ainsi pu s'en rendre compte en se rendant sur les compétitions sportives notamment paralympiques.

Mais par définition, les Jeux sont éphémères. Depuis quelques années, l'USEP affirme que les jeux ne seront pleinement réussis que si la pratique sportive de tous s'intensifie. Nous sommes de ceux qui pensent que l'objectif est de faire de la lutte contre la sédentarité de notre jeunesse, le principal héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Il s'agit d'impulser une politique publique favorisant des modes de vies plus actifs et moins sédentaires à tous les âges de la vie. Cela nécessite des moyens. Or le budget global du sport va passer de 941 millions d'euros en 2024 à 813 millions d'euros en 2025, **soit une baisse de 128 millions d'euros, soit un recul de 14 % du budget total.**

Est-ce un bon calcul quand on connaît le coût de l'inactivité physique et de la sédentarité sur la santé en France ? Ce coût est estimé à 17 milliards d'euros par an, selon le ministère des Sports. 75% des français sont inactifs car ils ne pratiquent pas de façon modérée au moins 30 minutes d'activités physiques par jour. En termes de santé publique, la sédentarité, l'addiction aux écrans peuvent être comparés au fléau du tabac. Un enfant qui ne bouge pas sera un adulte qui ne bougera pas et qui développera des maladies chroniques handicapantes ou invalidantes (diabète, hypertension, surpoids, obésité...) avant même l'âge adulte.

C'est pourquoi, nous nous sommes engagés avec le comité régional de l'USEP No A, dans une action sport santé. Ainsi, avec l'aide financière de la CASDEN, nous nous sommes dotés de malles et matériel pédagogique permettant aux jeunes de prendre conscience de l'impact de la pratique sportive sur leur santé.

Le récent rapport présenté par 2 députés, Frédérique Meunier (LR) et Christophe Proenca (PS) intitulé «l'activité physique et sportive et la prévention de l'obésité en milieu scolaire» préconise de porter à 80H d'EPS la formation initiale des futurs enseignants du 1er degré, de rendre les 3h d'enseignement de l'EPS en primaire effectives et de renforcer les moyens du sport scolaire (USEP).

En réponse, lors de la semaine olympique, la ministre de l'Education Nationale Elisabeth Borne, a annoncé la généralisation de test de base en endurance, vitesse et force musculaire pour mesurer les aptitudes physiques des élèves de 6<sup>ème</sup>. Cette mesure semble bien dérisoire face aux enjeux. D'abord ces tests seront facultatifs, ensuite ils interviendront après une longue période de vacances où les effets de la pratique sportive effectuée à l'école primaire auront disparu, comme l'indique Stéphane Mandigout, professeur en STAPS et chercheur à l'université de Limoges.

Il y a pourtant urgence. Les études menées dans 27 pays montrent que les filles et garçons courent moins vite et moins longtemps que leurs parents au même âge. En 2002, pour une classe d'âge, il fallait en moyenne 3min50 s pour parcourir 800 m, désormais, il leur faut 4 min 50 soit 1 minute de plus. En 40 ans, les jeunes ont perdu près de 30% de leurs capacités cardio-respiratoires.

En parallèle, les résultats scolaires des élèves de l'OCDE ne cessent de baisser, notamment en France. Pourtant des études récentes démontrent l'influence directe du sport sur les résultats scolaires par l'amélioration des fonctions cognitives, la gestion du stress, le développement de compétences comme le travail en équipe, la persévérance dans l'effort, la confiance en soi et même l'autodiscipline.

Une étude québécoise effectuée sur 1500 enfants montre que les enfants pratiquant un sport obtiennent de meilleures notes que ceux qui n'en pratiquent pas. C'est d'ailleurs le propos du nouveau recteur de la grande région Nouvelle Aquitaine, Jean Marc Huart, qui en ouverture du séminaire «Activité physique et sédentarité», a affirmé que la pratique d'activités physiques améliorerait les résultats de 8% en mathématiques et 6% en lecture. Ces chiffres confortent mon ressenti d'enseignant, et vont à l'encontre d'une politique éducative qui voulait essentiellement recentrer les apprentissages sur les savoirs fondamentaux.

Ainsi, la baisse du budget des sports interroge sur la volonté de faire de la lutte contre la sédentarité le principal héritage des Jeux de Paris. La baisse du budget des sports aura des conséquences directes pour l'USEP qui dépend en grande partie des financements publics alloués aux politiques sportives éducatives. Cette diminution va toucher l'ensemble des dispositifs de soutien à la pratique sportive des jeunes, impacter l'animation des dispositifs « Génération 2024 », réduire les financements pour les emplois socio-sportifs. Par effet domino, la baisse des dotations aux collectivités va entraîner une baisse des subventions ou des facilités accordées à l'USEP pour l'organisation de ses rencontres sportives.

C'est pourquoi, la tombola que nous organisons depuis 2 ans, a un réel intérêt.

D'abord, parce qu'elle est une ressource financière directe pour nos associations USEP des écoles, pour conforter l'emploi de notre animateur sportif, mais aussi, elle est un lien entre le sport de haut niveau et les jeunes sportifs en herbe. Remerciements aux clubs, CSP, LH, Feytiat Basket, Panthère de feu et tous ceux qui nous ont offert des lots.

L'USEP 87 vit bien, et son action a été mentionnée plusieurs fois lors de l'Assemblée Générale Nationale de l'USEP à Saint Nazaire, aussi bien par son nombre de licenciés, son taux de pénétration que le nombre de rencontres organisées. Cependant, nous remarquons une baisse sensible de la participation aux rencontres sportives en dehors du temps scolaire, en raison de la baisse de l'investissement bénévole des enseignants qui encadrent leurs élèves en dehors du temps de travail. A la vue de l'importance de la pratique sportive, aussi bien pour la santé que pour l'impact indirect sur les résultats scolaires, ne serait-il pas judicieux que l'investissement personnel des enseignants soit mieux reconnu pour encadrer les élèves lors de rencontres sportives qui ont lieu en dehors de leur temps de travail. Participer à une rencontre départementale USEP c'est souvent le point final qui ponctue un projet mené en classe. Cette rencontre est le moteur qui propulse les élèves et les pousse à progresser.

Fort de cet engagement, l'USEP 87 continuera à proposer un tarif de licences bas, à apporter une aide financière «forfait bus » complétant l'enveloppe communale, à proposer des actions sportives pour tous.

Après l'UFOLEP, à son tour, l'USEP s'est questionné au sujet de notre assurance mutualiste l'APAC qui voulait augmenter ses tarifs en 2024 alors que le montant total des cotisations étaient 147 fois supérieurs aux sommes versées pour sinistralités. Finalement, c'est la MAIF, dont l'APAC dépendait, qui a cassé l'accord initial pour traiter directement avec l'USEP. De ce fait, la part assurance de la licence va diminuer. Pour rappel, malgré l'inflation, la part prise par l'USEP nationale, l'augmentation de la part assurance, le tarif des transports qui a explosé, durant ces dix dernières années, l'USEP87 a toujours maintenu un tarif de licences quasi inchangé en rognant sur ses marges.

Aujourd'hui, la part assurance nous laisse plus de souplesse. Au niveau régional, nous devons contribuer au financement d'un poste de directeur du comité régional USEP, mais aussi contribuer à aider la ligue de l'enseignement 87 qui connaît des difficultés importantes et qui a su toujours être là dans les moments difficiles.

Mes remerciements vont d'abord à l'équipe de choc, Julien, Fabrice et Lucas, sans oublier Emilie et Benoit, à nos services civiques Elie et Arthur Je remercie également tous les bénévoles, les enseignants, sans oublier les membres du comité directeur élu en septembre dernier ainsi que l'ensemble de nos partenaires.

Pour conclure, je vous dis engageons-nous dans la promotion de la pratique sportive, car le sport, c'est bon pour la santé mais aussi pour les résultats scolaires. Avec l'USEP, je rajoute la dimension de la cohésion sociale, la convivialité sans oublier la laïcité qui permet à chacun de bien vivre ensemble.